AI exige une enquête sur des cas présumés de torture au Burundi

PANA, 24/08/2010Bujumbura, Burundi - "Les autoritÃ©s burundaises doivent enquÃªter sur des allÃ©gations selon lesquelles des membres des forces de sÃ©curitÃ© de l'Etat ont torturÃ© 12 politiciens de l'opposition lors des Ã©lections qui se sont rÃ©cemment dÃ©roulÃ©es dans le pays", rÃ©clame l'ONG Amnesty international dans un communiquÃ© de presse transm mardi Ã la PANA Ã Bujumbura.AI dÃ©crit dans le communiquÃ© comment ces personnalitÃ©s de l'opposition 'ont Ã©tÃ© giflÃ reÃ§u des coups de pied et de matraque sur tout le corps'.
Certains d'entre eux ont dit aux enquÃªteurs d'AM avoir Ã©tÃ© menacÃ©s de mort, alors qu'un leader de l'opposition a dÃ©plor avoir Ã©tÃ© blessÃ© Ã l'oreille pendant qu'il Ã©tait incarcÃ©rÃ© au siÃ¨ge du Service national de renseignement (SNR), Ã Bujumbura, entre le 23 juin et le 5 juillet.L'organisation internationale de dÃ©fense des droits de l'Homme note toutefois que les informations faisant Ã©tat de cas de torture au Burundi s'Ã©taient faites "plus rares" ces derniÃ¨res annÃ©es et la rÃ©surgence de ces sÃ©vices constitue un "recul trÃ¨s perturbant".Le SNR a niÃ© les allÃ©gations de torture et laissÃ© simplement entendre que les marques visibles sur le corps des intÃ©ressÃ©s Ã©taient le rÃ©sultat de leur opposition Ã leur arrestation, mentionne le communiquÃ© de presse.Une certaine accalmie s'observe sur le plan politique Ã la veille de l'investiture de nouvelles institutions issues des secondes Ã©lections gÃ©nÃ©rales post-conflit de cette annÃ©e au Burundi.On rappelle que les principaux partis politiques de l'opposition ont boycottÃ© la suite du processus Ã©lectoral au lendemain des Ã©lections municipales, pour dÃ©noncer des "fraudes massives".